

En vertu de l'article L.2131-1 du C.G.C.T.
Le Maire de Saint-Germain-en-Laye
atteste que le présent document
a été publié le 28/09/2026
par voie d'affichage
notifié le 28/09/2026
transmis en Préfecture le 28/09/2026
Et qu'il est donc exécutoire.
Pour le Maire, par délégation,
le Directeur Général des Services

Denis TRINQUESSE

Accusé de réception en préfecture
078-200086924-20260928-DAP-26-I-02b-CC
Date de télétransmission : 28/09/2026
Date de réception préfecture : 28/09/2026



DÉCISION PORTANT SIGNATURE DE LA CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC TEMPORAIRE EN VUE DE L'EXPLOITATION D'UN CABINET MÉDICAL A DESTINATION DES ENFANTS

Arnaud PÉRICARD, Maire de Saint-Germain-en-Laye,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 et suivants,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L.2121-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 21 mars 2026 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal de la Commune nouvelle au Maire de la Commune nouvelle, autorisant la conclusion et la révision de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt lancé en vue de permettre la création et l'exploitation d'un cabinet médical situé au 34, rue Bonnenfant à destination d'enfants afin de répondre à un besoin identifié sur le territoire de Saint-Germain-en-Laye,

Vu la publicité effectuée sur le site de la Ville du 22 mai au 19 juin 2026, afin de recueillir les candidatures des opérateurs intéressés,

Considérant l'absence d'autre candidature recevable que celle de la société Pédiatrie Bonnenfant, représentée par le Docteur Chantal GICQUEL, demeurant 104 avenue du Maréchal FOCH à Saint-Germain-en-Laye (78100), sous le numéro SIRET 109211700017

Considérant que la proposition de la société PEDIATRIE BONNENFANT répond aux attentes de la Ville, tant en termes de respect des sujétions imposées par la Ville, de qualité du projet proposé et de tarifs offerts aux patients.

Considérant que la convention est conclue pour 5 ans, ce en contrepartie du versement d'une redevance de huit mille huit-cent vingt euros (8820 €) toutes taxes comprises, indexée de plein droit, chaque année, à la date d'anniversaire de la date de prise d'effet de la convention.

DÉCIDE :

Article 1^{er} : DE SIGNER la convention d'occupation du domaine public temporaire en vue de l'exploitation d'un cabinet médical à destination d'enfants avec la société Pédiatrie Bonnenfant.

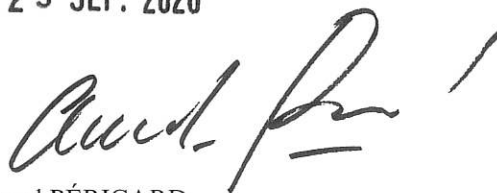
Article 2 : DE FIXER la redevance au montant de huit mille huit-cent vingt euros (8820€) toutes taxes comprises, indexée de plein droit, chaque année, à la date d'anniversaire de la date de prise d'effet de la convention.

Article 3 : Le Directeur Général des Services de la Mairie et le Trésorier Principal de Saint-Germain-en-Laye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Article 4 : La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes intéressées ou de son affichage en Mairie pour tout tiers justifiant d'un intérêt à agir.

Fait à Saint-Germain-en-Laye, le
Affiché en Mairie, le

29 SEP. 2026



Arnaud PÉRICARD
Maire de Saint-Germain-en-Laye



CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC EN VUE DE L'EXPLOITATION D'UN CABINET MÉDICAL À DESTINATION DES ENFANTS

Entre les soussignés :

D'une part,

La Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye représentée par Monsieur Arnaud PERICARD, Maire de Saint-Germain-en-Laye, demeurant de droit en l'Hôtel de Ville sis 16 rue de Pontoise, spécialement habilité à cet effet par délibération du conseil municipal en date du 21 mars 2026,

ci-après dénommée « **la Ville** »

Et

D'autre part,

Pédiatrie Bonnenfant représenté(e) par Docteur Chantal GICQUEL, demeurant 104 avenue du Maréchal Foch Saint-Germain-en-Laye France 78100, ci-après dénommé « **l'Occupant** »

PRÉAMBULE:

La Commune de Saint-Germain-en-Laye est propriétaire d'un local sis 34 rue André Bonnenfant, dont la destination initiale était un Point d'Accès au Droit (PAD). Suite au déménagement du service PAD dans les locaux du centre administratif en date du 5 janvier 2026, et aux travaux de réaménagement et de transformation de ces locaux, il a été décidé par la collectivité de changer la destination de ces locaux en vue de permettre la création et l'exploitation d'un cabinet médical à destination d'enfants afin de répondre à un besoin identifié sur le territoire de Saint-Germain-en-Laye.

Dans ce cadre, il a été mis en place par la commune, un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) conformément aux dispositions des articles L.2122-1-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester.

A l'issue de cette procédure de sélection préalable, le lauréat, Exploitant, et la Ville se sont rapprochés afin de conclure la présente convention d'occupation temporaire du domaine public dont les conditions sont fixées ci-après.

ARTICLE 1 : NATURE DE LA CONVENTION

La présente convention prend la forme d'un contrat administratif, en l'espèce une **Convention d'Occupation Temporaire du domaine public** à caractère précaire et révocable, en application des dispositions des articles L.2122-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise à disposition par la Ville des locaux décrits ci-après aux fins d'exploitation d'un **cabinet médical spécialisé en pédiatrie ou petite enfance** et d'offrir les services associés nécessaires à l'exercice de l'activité.

L'Occupant s'engage à utiliser les locaux conformément à cette destination et à l'intégralité des termes de l'AMI.

ARTICLE 3 : DÉSIGNATION ET LOCALISATION DES LOCAUX MIS À DISPOSITION

3.1. Désignation et localisation des locaux

La présente convention concerne les locaux situés **34 rue André Bonnenfant, Saint-Germain-en-Laye, au rez-de-chaussée.**

Les locaux mis à disposition sont ceux figurant sur le plan joint en **Annexe 1**, et comprennent notamment :

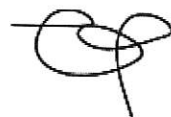
- Un espace d'Accueil/Attente (A1)
- Un Bureau (A2)
- Un Bureau (A3)
- Un Bureau/Salle de Réunion (A4)
- Un Sanitaire (A5)

La superficie totale approximative des locaux est environ de 54.8m² (hors murs et espaces non désignés).

3.2. État des lieux

Un état des lieux contradictoire sera effectué dans les 15 jours au maximum suivant la notification de la présente convention et avant l'entrée dans les lieux. Cet état sera annexé aux présentes (**Annexe 2**).

Le matériel mis à disposition par la ville figure sur un inventaire établi contradictoirement et annexé aux présentes.



ARTICLE 4 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties et après transmission au représentant de l'État.

Elle est consentie pour une durée de cinq (5) années à compter de la date d'ouverture du cabinet médical.

ARTICLE 5 : MODIFICATION

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant expresse signé entre les parties. Les parties conviennent de se rencontrer afin de s'entendre sur les suites à donner aux présentes en cas de bouleversement de son économie générale. Dans cette dernière hypothèse, les modifications et évolutions des relations contractuelles feront l'objet d'une nouvelle convention en cas de modifications substantielles.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS À LA CHARGE DES PARTIES

6.1 Obligations à la charge de la Ville

La Ville a l'obligation de mettre à disposition les locaux libres de toute occupation et les équipements en état de fonctionnement.

6.2 Obligations à la charge de l'Exploitant

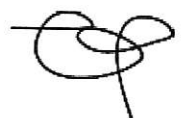
6.2.1. Obligations à caractère général

L'Occupant a l'obligation :

- d'utiliser les locaux conformément à l'objet de la présente convention et de ne pas modifier leur destination (*cabinet médical*).
- d'assurer un bon état de fonctionnement et de la conservation des locaux.
- de s'acquitter de l'ensemble des obligations résultant des demandes d'autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité médicale.
- de respecter les différentes législations applicables à son activité (sanitaire, accessibilité, sécurité, etc.).
- de subir les travaux imposés à la Ville par la législation en vigueur, sans demander une indemnisation quelconque, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation, sous réserve des dispositions prévues à l'article 12.1 de la présente convention relatives à la suspension de la redevance en cas d'impossibilité totale d'exploiter les locaux.

6.2.2 Obligations à caractère spécifique

L'Occupant s'engage notamment à :



- **Jours et heures d'ouverture :**
 - En semaine : 4,5 à 5 jours par semaine, de 9h00 à 18h00.
 - Le week-end : 1 à 2 jours par mois.
- **Offre globale de soins pédiatriques incluant :**
 - Suivi pédiatrique de routine (visites de contrôle et de prévention) ;
 - Consultations de médecine générale pédiatrique (soins aigus / enfants malades) ;
 - Dépistage des troubles du développement ;
 - Coordination des soins pour les enfants ayant des besoins de santé complexes ;
 - Évaluation et coordination des soins pour les enfants présentant des Troubles du Neurodéveloppement (TND) ;
 - Soins médicaux de premier recours au sein d'un environnement adapté à l'accueil des enfants neuroatypiques ;
 - Consultations médicales dédiées à la médecine des voyages et à la santé des enfants issus de l'immigration

ARTICLE 7 : EXPLOITATION ET ENTRETIEN DES BIENS

7.1 Exploitation

L'exploitant déclare avoir une parfaite connaissance desdits lieux et les accepter en l'état. L'exploitant doit, pendant toute la durée de l'occupation, conserver en bon état l'ensemble immobilier (bâtiment et espaces extérieurs) mis à sa disposition ainsi que tous les aménagements apportés, de manière à garantir la permanence de leur exploitation et la qualité de leur aspect.

L'exploitant s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'aux activités autorisées. A quel que moment ou pour quelle que cause que ce soit, une utilisation non conforme à la nature ou à l'aménagement des locaux emportera, en effet, résiliation de plein droit de la présente convention.

L'exploitant ne peut procéder, sans l'accord préalable et écrit de la Ville, à des travaux, aménagements, installations, étant précisé qu'en cas d'autorisation, ils devront être réalisés après obtention de tous permis (autorisations nécessaires, tous plans et devis descriptifs devant également être soumis à l'approbation préalable et écrite de la Ville) et devront être réalisés dans le respect de toutes réglementations en vigueur.

L'exploitant est tenu d'informer la Ville dès constatation de tout dysfonctionnement ou malfaçon relatifs au bâtiment et à son fonctionnement. L'occupation doit être assurée d'une façon continue.

Les grosses réparations au sens de l'article 606 du Code civil ainsi que la maintenance des équipements structurels du bâtiment demeurent à la charge de la Ville. L'Occupant assure uniquement la maintenance des équipements qu'il utilise exclusivement dans le cadre de son activité.



7.2. Entretien – Maintenance

L'Occupant s'engage à souscrire, à ses frais, un forfait de maintenance préventive couvrant l'ensemble des équipements installés dans les locaux mis à disposition.

Le contrat de maintenance devra être conclu avec une entreprise spécialisée agréée et débiter dès la prise de possession des lieux.

L'Occupant fournira à la Commune, dans un délai d'un mois suivant l'entrée en jouissance, une copie du contrat de maintenance signé, précisant les interventions préventives prévues, leur périodicité, ainsi que les coordonnées de l'intervenant technique.

En cas de défaillance ou de manquement à cette obligation, la Commune pourra mettre l'Occupant en demeure de s'y conformer dans un délai de 15 jours. À défaut, la convention pourra être résiliée de plein droit.

ARTICLE 8 : REDEVANCE

En contrepartie de l'occupation temporaire et de la mise à disposition des locaux ci-avant désignés, l'Occupant versera trimestriellement à la Ville une redevance annuelle de 8820 € (huit mille huit cent vingt euro), dont le montant a été fixé selon les termes de l'AMI.

En outre, le non-respect par l'Exploitant de ses obligations au versement de la redevance au profit de la Ville, pour quelque motif que ce soit, rend exigible, en sus du principal dû, un intérêt calculé au taux d'intérêt légal majoré de deux points.

La redevance sera indexée de plein droit, chaque année, à la date d'anniversaire de la date de prise d'effet de la convention, sans l'accomplissement d'aucune formalité, proportionnellement aux variations de l'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) publié par l'INSEE.

Pour la première indexation de la redevance, l'indice de base sera le dernier indice publié à la date de prise d'effet de la convention, soit le 1er septembre 2026 et l'indice d'indexation sera celui du même trimestre calendaire de l'année suivante. Pour les indexations subséquentes, l'indice de comparaison sera le précédent indice d'indexation et l'indice d'indexation, celui du même trimestre de l'année suivante.

ARTICLE 9 : IMPÔTS - TAXES - CHARGES



L'Exploitant souffrira seul de l'ensemble des impôts et taxes, liés à son activité sans que la Ville puisse être inquiétée. L'Occupant s'acquittera notamment de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) afférente au local occupé.

Les charges liées à l'occupation des locaux mis à disposition (eau, électricité, gaz du chauffage ou eau chaude seront fixées forfaitairement à la somme de 200 euros par mois et demeureront fixes pendant toute la durée de la présente convention, sans possibilité de révision, sauf accord exprès et écrit des parties.

ARTICLE 10 : CESSION ET SOUS LOCATION

10.1. Cession

La présente convention est conclue intuitu personae. En conséquence, toute cession de la présente convention est rigoureusement interdite.

10.2. Sous location

L'Occupant est autorisé à partager les locaux avec un ou plusieurs professionnels de santé ou professionnels intervenant dans le domaine de l'enfance exerçant une activité complémentaire à celle de pédiatrie, sous réserve d'une information préalable ou d'un accord écrit de la Ville qui ne pourra être refusé qu'en cas de motif légitime

ARTICLE 11 : PENALITES

Toute inobservation par l'Exploitant des stipulations prévues aux articles 8, 10 et 13 d), après mise en demeure restée sans effet, est susceptible d'entraîner l'application d'une pénalité de cent (100 €) euros par jour de retard.

Le non-paiement des pénalités dans un délai d'un (1) mois est susceptible d'entraîner la résiliation anticipée du contrat aux torts exclusifs de l'Exploitant dans les conditions de l'article 12 ci-après.

ARTICLE 12 : SUSPENSION OU FIN ANTICIPÉE DE LA CONVENTION

12.1 Suspension de la convention à l'initiative de la Ville

La Commune se réserve le droit de suspendre temporairement l'exécution de la présente convention, en tout ou en partie, en cas de travaux nécessaires à l'entretien, à la rénovation, à la mise en accessibilité, à la mise en conformité ou à la transformation du site occupé, ou de ses abords.

Si les travaux venaient à être programmés pendant la durée de la convention, la ville s'engage à informer l'Exploitant au moins 12 mois avant leur commencement, sauf situation d'urgence ou nécessité impérieuse dûment justifiée.



Pendant toute la durée de la suspension :

- Lorsque les travaux entraînent une impossibilité totale d'exploiter les locaux mis à disposition, la redevance sera maintenue pendant les quatorze (14) premiers jours de suspension. À compter du quinzième (15ème) jour consécutif d'impossibilité totale d'exploiter les locaux, la redevance sera intégralement suspendue et ce, pendant toute la durée de l'impossibilité d'exploiter les locaux ;
- Lorsque les travaux n'entraînent qu'une impossibilité partielle d'exploiter les locaux, les parties se concerteront afin de déterminer, au regard des espaces et services effectivement rendus indisponibles, les modalités d'une éventuelle réduction de la redevance.

En cas de suspension de l'exploitation d'une durée supérieure à quatorze (14) jours consécutifs, la Ville et l'Occupant s'engagent à se réunir afin d'examiner les conséquences de cette suspension et de rechercher, dans la mesure du possible, toute solution permettant d'assurer la continuité de l'activité du cabinet médical, notamment par la mise à disposition temporaire d'un espace adapté ou par toute autre modalité convenue entre les parties.

La suspension de la présente convention et la suspension de la redevance dans les conditions prévues au présent article ne donnent lieu à aucune indemnisation complémentaire au profit de l'Occupant, notamment au titre des pertes d'exploitation, frais supplémentaires ou préjudices indirects, sauf faute lourde de la Commune.

À l'issue des travaux, la Commune informera l'Exploitant de la date de reprise normale de l'occupation.

12.2. Résiliation anticipée de la convention à l'initiative de la Ville

La présente convention peut être résiliée de manière anticipée, dans les cas suivants :

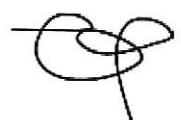
1. À l'initiative de la Commune, à tout moment,

1.1. Pour motif d'intérêt général, notamment :

- Réaffectation du site à un autre usage public,
- Réalisation de travaux incompatibles avec l'exploitation,
- Manquements répétés de l'Occupant à ses obligations contractuelles,
- Disparition des conditions juridiques ou techniques d'occupation du domaine public.

Dans ce cas, la résiliation est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis de 6 mois, sauf urgence dûment justifiée.

En cas de résiliation anticipée pour motif d'intérêt général, à l'exclusion d'une résiliation prononcée en raison d'un manquement de l'Occupant à ses obligations contractuelles, la Ville indemniserà l'Occupant au titre des investissements autorisés par la Ville et directement affectés aux locaux, restant non amortis à la date de prise d'effet de la résiliation. Cette indemnisation sera calculée sur la base de la valeur nette comptable desdits investissements à cette date, sur présentation par l'Occupant des justificatifs correspondants.



Ne pourront donner lieu à indemnisation au titre du présent article les dépenses, travaux, aménagements, équipements ou investissements réalisés sans l'autorisation préalable de la Ville, ainsi que les dépenses qui ne seraient pas directement affectées à l'exploitation des locaux objet de la présente convention.

La demande d'indemnisation devra être accompagnée de l'ensemble des justificatifs permettant d'établir la réalité, le montant et la date de réalisation des investissements concernés ainsi que leur valeur nette comptable.

1.2. En cas de faute de l'exploitant

En cas de faute de l'Exploitant d'une exceptionnelle gravité, la Ville peut, après l'avoir mis en mesure de présenter ses observations et suite à une mise en demeure restée sans effet, prononcer elle-même la résiliation de la présente convention, notamment dans les cas suivants :

- Non réalisation des obligations de faire, de ne pas faire ou de donner prévues par les mises en demeure adressées par la Ville,
- Non-paiement des pénalités prévues à l'article 10.

Si à l'expiration du délai imparti, l'Exploitant n'a pas remédié à ses manquements, l'autorité exécutive de la Ville pourra lui notifier par lettre recommandée avec avis de réception sa décision de prononcer la résiliation de la présente Convention.

☐ De plein droit, en cas de :

- Cessation d'activité de l'Exploitant,
- Mise en liquidation judiciaire ou redressement sans poursuite de l'activité,
- Force majeure rendant impossible l'exécution de la convention.

☐ Dans les autres cas de fin anticipée de la convention à l'initiative de l'Exploitant, ce dernier versera à la Ville une pénalité correspondant à 6 mois de partie fixe de redevance.

☐ Dans les autres cas de fin anticipée de la présente convention à l'initiative de l'Occupant, celui-ci devra respecter un préavis de six (6) mois et versera à la Ville, à titre de pénalité, une somme correspondant à six (6) mois de la redevance en vigueur à la date de prise d'effet de la résiliation.

Toutefois, aucune pénalité ne sera due lorsque la résiliation anticipée est motivée par :

- Une impossibilité durable d'exercer l'activité pour des raisons de santé, dûment justifiée ;
- Une mutation professionnelle du conjoint dans une autre commune située à plus de trente (30) kilomètres des locaux objet de la présente convention, dûment justifiée ;
- le décès de l'Occupant ou, lorsque l'Occupant est une personne morale, le décès de la personne physique dont la situation personnelle ou professionnelle justifie la poursuite de l'exploitation, sous réserve des dispositions applicables ;



- un cas de force majeure rendant impossible la poursuite de l'exploitation.

L'Occupant devra informer la Ville dans les meilleurs délais de la survenance de l'un de ces événements et fournir les justificatifs nécessaires permettant d'en établir la réalité.

Les dispositions du présent article relatives à la pénalité ne s'appliquent pas lorsque la résiliation anticipée résulte d'un manquement de la Ville à ses obligations contractuelles ou d'un autre cas ouvrant droit à une résiliation sans pénalité en application de la présente convention.

ARTICLE 13 : ASSURANCES

- A) L'Exploitant devra assurer à ses frais et maintenir assurés pendant toute la durée de la convention ses mobiliers et matériels (qu'ils soient sa propriété ou lui aient été confiés), aménagements et installations contre les risques d'incendie, explosion, dégâts des eaux et le recours des voisins et des tiers.
Il devra également s'assurer contre les bris de glace et vitres des locaux mis à sa disposition.
- B) L'Exploitant devra également assurer à ses frais en sa qualité de locataire occupant et pour les montants maximaux admis par les compagnies d'assurances, sa responsabilité civile, pour tous les dommages corporels ou matériels pouvant être causés à des tiers soit du fait de l'occupation des locaux, soit du fait des préposés du preneur, soit du fait des travaux d'aménagement et de l'usage des aménagements ou des installations à sa charge.
- C) Les polices d'assurances du preneur devront prévoir que la résiliation ne pourra produire effet qu'un (1) mois après notification de l'assureur de la Ville.
Elles devront comporter renonciation à recours contre la Ville et son assureur.
- D) L'Exploitant devra fournir à la Ville avant la remise des clés, toutes justifications concernant la signature des polices visées ci-dessus et le règlement des primes correspondantes.
- E) La Ville fera son affaire personnelle de l'assurance incombant ordinairement au propriétaire. La police d'assurance souscrite par les deux parties comportera une clause de renonciation à recours sauf en cas de malveillance.

ARTICLE 14 : CONTRÔLE

14.1. Contrôle d'exploitation

Pendant la durée d'exploitation des espaces occupés, sans préjudice du contrôle exercé par les services compétents, la Ville se réserve la possibilité d'exercer ou de faire exercer un contrôle de l'entretien, un contrôle hygiénique et sanitaire, un contrôle de la qualité des prestations proposées par le bénéficiaire, ainsi qu'un contrôle du respect des prescriptions de sécurité. Ces contrôles peuvent être exercés à tout moment et le cas échéant par des agents spécialisés. Ils ne dispensent en aucun cas le bénéficiaire d'exercer son propre contrôle.



L'exploitant est tenu de procéder, à ses frais, au contrôle de la qualité, ainsi qu'à un contrôle bactériologique des prestations servies, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

14.2 Contrôle administratif et financier

Afin de permettre à la Ville d'apprécier le fonctionnement et l'activité du cabinet au regard de l'objet de la présente convention, l'Occupant s'engage à transmettre à la Ville, une fois par an, un rapport d'activité comportant notamment des éléments relatifs à la nature et au volume de l'activité exercée, aux modalités de fonctionnement du cabinet ainsi qu'aux éventuelles difficultés rencontrées dans l'exploitation des locaux.

Ce rapport n'a pas pour objet de permettre à la Ville d'accéder aux éléments comptables détaillés de l'exploitation, ni aux revenus professionnels ou à toute autre donnée relevant de la confidentialité économique de l'Occupant.

Les informations communiquées devront permettre à la Ville de s'assurer du respect de la destination des locaux et des engagements souscrits dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 15 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes les Parties élisent domicile en leurs adresses respectives mentionnées en tête des présentes.

ARTICLE 16 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les parties conviennent de se réunir, préalablement à tout contentieux, afin de trouver une solution négociée à leurs différends.

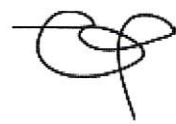
Les contestations qui s'élèveront entre l'Exploitant et la Ville au sujet de la présente convention et qui ne pourraient être réglées amiablement seront soumises au tribunal administratif de Versailles.

Toutefois, lorsqu'une procédure d'expertise ou de conciliation dans le cadre d'une commission spéciale est prévue, le recours au tribunal administratif n'est permis qu'après que ladite commission a remis son avis, sauf si l'une des parties fait obstacle au déroulement normal de la procédure.

ARTICLE 17 : ETAT DES RISQUES

Conformément aux articles L. 125-5 et R. 125-23 du code de l'environnement, est annexé à la Convention, l'état des risques et pollutions établi sur la base de l'arrêté préfectoral en vigueur dans la commune où sont situés les biens.

En outre, la Commune déclare que les Biens n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles ou technologiques depuis qu'il en est propriétaire.



L'Occupant prend acte de ces informations, déclare s'en satisfaire et en faire son affaire personnelle sans recours contre la Commune.

ARTICLE 18 : PROTECTION DES DONNEES

Pour les candidatures non-retenues la durée d'utilité administrative (DUA) est fixée à 5 ans. Au-delà de cette période, la Ville détruira les données personnelles.

Mention sur la protection des Données Personnelles – Commune de Saint Germain en Laye

Le responsable du traitement est la Commune de Saint-Germain-en-Laye qui met en œuvre un traitement de données concernant l'exploitant ayant pour finalité la gestion de la Convention.

Conformément aux dispositions du Règlement Européen sur la Protection des Données (RGPD) 2016/679 du 27 avril 2016 et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, l'exploitant accepte expressément que la Commune procède au traitement des données à caractère personnel les concernant uniquement pour permettre l'exécution de la Convention.

Les données ainsi recueillies ont pour unique finalité l'octroi et l'exécution de la Convention, la réponse aux obligations légales et réglementaires, le cas échéant par la communication de ces données à des personnes tierces, la tenue des fichiers réglementaires, la réponse aux intérêts légitimes notamment en terme de gestion et de risque.

Base juridique du traitement.

Le fondement juridique de ce traitement est l'exécution de la Convention.

Destinataires des données.

Les données collectées sont destinées aux membres du personnel habilité de la Commune de Saint-Germain-en-Laye, c'est-à-dire la direction des affaires juridiques et la direction des finances et du contrôle de gestion ainsi qu'aux services de l'État pour l'exécution financière de ce contrat.

Durée de conservation des données.

Les données personnelles traitées pour la conclusion et la gestion du contrat sont conservées conformément aux délais légaux de prescription, soit 3 ans après la clôture des comptes à l'échéance du contrat.

Les droits sur les données.

L'exploitant dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition et de limitation de leurs données personnelles.

Il dispose également du droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel ayant comme base juridique l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique ou la réalisation des intérêts légitimes poursuivis par la Commune de Saint-Germain-en-Laye.

Il dispose du droit de formuler des directives générales ou particulières concernant la conservation, l'effacement et la communication des données post-mortem le concernant.

Les demandes relatives à l'exercice de ses droits s'effectuent auprès du Délégué à la



Protection des Données de la Commune dont les coordonnées sont précisées ci-dessous.

Le refus de transmission des données à caractère personnel aura pour conséquence la caducité de la Convention.

L'exploitant dispose du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés et/ou de former un recours juridictionnel.

Responsable du traitement et Délégué à la protection des données.

L'exploitant peut contacter la Commune de Saint-Germain-en-Laye en tant que responsable du traitement et son délégué à la protection des données à l'adresse mail suivante : dpo@saintgermainenlaye.fr et à l'adresse postale suivante : 86, rue Léon Désoyer 78100 Saint-Germain-en-Laye.

ANNEXES

1. État des lieux contradictoire des locaux (à réaliser).
2. ~~Inventaire contradictoire du matériel mis à disposition (le cas échéant).~~
3. État des risques et pollutions.

Fait en deux exemplaires, à Saint-Germain-en-Laye, le

23 SEP. 2026

Pour la Ville,
Le Maire



Pour l'occupant



Dossier de Diagnostic Technique

articles L271.4 à L 271.6 du code la construction et de l'habitation
Seuls les rapports de diagnostics demandés par le vendeur ou un mandataire figurent dans le présent dossier. L'existence et le contenu de diagnostics réalisés antérieurement ou par un autre opérateur de diagnostic ne sont pas connus. En conséquence, SERVICE ALEXANDRE EPPE ne saurait en aucun cas être tenu pour responsable en cas d'absence d'un ou plusieurs diagnostics. Il appartient au vendeur de compléter le présent dossier autant que de besoin afin de constituer un dossier de diagnostics techniques complet et conforme aux articles L 271-4 à L 271-6 du code de la construction et de l'habitation.

MISSION N° : 781802715

PROPRIETAIRE

Nom : **MAIRIE DE ST GERMAIN EN LAYE**
Adresse : **86 RUE LEON DESOYER**
Ville : **78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**

MISSION

Adresse : **34 RUE ANDRÉ BONNENFANT**
Ville : **78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**

DONNEUR D'ORDRE

Nom : **MAIRIE DE ST GERMAIN EN LAYE**
Adresse : **86 RUE LEON DESOYER**
Ville : **78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**

MISSION

Type : Local commercial	Nbre pièces :	Lot :
Cadastre : 000A11168620	Bâtiment :	Lot secondaire :
Porte : GAUCHE	Date de visite : 15/09/2026	Escalier :
Accompagnateur : PAS D'ACCOMPAGNATEUR	Opérateur : EPPE Alexandre	Étage : RDC

DIAGNOSTICS

-  Attestation de superficie "Loi Carrez"
-  Diagnostic amiante
-  Diagnostic DPE
-  État des Risques et Pollutions (ERP)

Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Rapport

n° de rapport : 781802715
DDT : 1 sur 36

Attestation sur l'Honneur

DECLARATION SUR L'HONNEUR - R271-3 CCH

Je soussigné(e), EPPE Alexandre, agissant à la demande de MAIRIE DE ST GERMAIN EN LAYE, déclare sur l'honneur avoir procédé à l'ensemble des diagnostics compris dans le DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE établi par mes soins le 15/09/2026

- En toute impartialité et indépendance,
- Être en situation régulière au regard des dispositions de l'article L.271-6 du CCH,
- Disposer de moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier.

Pour faire valoir ce que de droit.

Etablie le : 15/09/2026

Cachet:



BC2E
DIAGNOSTICS IMMOBILIERS
SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER
78100 ST GERMAIN EN LAYE
06 79 63 74 17
Siret : 798 694 964 000 23 - code APE : 7120B

Signature :



Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Rapport

n° de rapport : 781802715
DDT : 2 sur 36



Fiche de Synthèse

Cette fiche de synthèse ne dispense pas de la lecture des rapports de diagnostics. Elle ne peut pas être utilisée seule et ne peut remplacer en aucun cas les rapports de diagnostic qui doivent être annexés à la promesse et au contrat de vente ou location.

a Diagnostic amiante

A - CONCLUSIONS DU REPÉRAGE EFFECTIF DANS LES ZONES EXAMINÉES (SE RÉFÉRER AUX TABLEAUX (POINT C) POUR CONNAÎTRE LES ZONES OU ÉLÉMENTS N'AYANT PU ÊTRE EXAMINÉS) :

Dans le cadre réglementaire de la mission décrit au paragraphe 2.2, il n'a pas été repéré de matériaux ou produits contenant de l'amiante dans les zones examinées (se référer aux tableaux (point C) pour connaître les zones non examinées).

B - OBLIGATIONS ET RECOMMANDATIONS RÉGLEMENTAIRES ISSUES DES RÉSULTATS DU REPÉRAGE RÉGLEMENTAIRE POUR LES MATÉRIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE :

Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique : :
Aucune obligation réglementaire à signaler.

Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique :
aucune obligation réglementaire à signaler.

C - PARTIES D'IMMEUBLE, LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX, MATÉRIAUX OU PRODUITS POUR LESQUELS DES INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES SONT NÉCESSAIRES LIMITANT LA RÉALISATION COMPLÈTE DE LA MISSION :

Dans le cadre de la mission décrit au paragraphe 2.2, les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants, matériaux ou produits qui n'ont pu être visités, sondés ou prélevés et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante sont :

LOCAUX NON VISITES

Etage	Local	Motif
Néant	Néant	Néant

ÉLÉMENTS NON EXAMINÉS

Etage	Local	Éléments et motif
Néant	Néant	Néant

Matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires

Etage	Local	Localisation	Composant	Motif
Néant	Néant	Néant	Néant	Néant



Diagnostic DPE



Attestation de superficie "Loi Carrez"

La superficie privative (Loi Carrez) est : 50.90 m²



Attestation de Superficie "Loi Carrez"

Loi Carrez : article 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 modifié par la loi n° 96-1107 du 18 décembre 1996, décret n° 97/532 du 23 mai 1997 et par la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 « Alur »;
Conforme à l'article 3 de la loi n° 89-462 du 6 Juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 89-1290 du 23 décembre 1986 modifié par la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014.

MISSION N° : 781802715



PROPRIETAIRE

Nom : MAIRIE DE ST GERMAIN EN LAYE
Adresse : 86 RUE LEON DESOYER
Ville : 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE



MISSION

Adresse : 34 RUE ANDRÉ BONNENFANT
Ville : 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE



DONNEUR D'ORDRE

Nom : MAIRIE DE ST GERMAIN EN LAYE
Adresse : 86 RUE LEON DESOYER
Ville : 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE



MISSION

Type : Local commercial
Cadastre : 000AI1168620
Porte : GAUCHE
Accompagnateur : PAS
D'ACCOMPAGNATEUR
Référence client :

Nbre pièces :
Bâtiment :
Date de visite : 15/09/2026
Opérateur : EPPE Alexandre

Lot :
Lot secondaire :
Escalier :
Étage : RDC

CONCLUSIONS

Je soussigné(e) EPPE Alexandre atteste que :
La superficie privative (Loi Carrez) est : **50.90 m²**

Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Scannez et téléchargez votre rapport



Rapport

n° de rapport : 781802715
LOI CARREZ : 1 sur 2
DDT : 4 sur 36



IDENTIFICATION DE L'OPÉRATEUR DE REPÉRAGE :

EPPE Alexandre membre du réseau BC2E

- SERVICE ALEXANDRE EPPE - 10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE

DÉTAIL DES SUPERFICIES :

Étage	Lot	Local	SUPERFICIE PRIVATIVE DE LOT(S) en m²		
			Superficie privative « Loi Carrez »	Autres superficies exclues	Superficie HSP < 1.80M
RDC		Entrée / Salle d'attente	13.45	-	-
RDC		WC	3.77	-	-
RDC		Salle 01	14.87	-	-
RDC		Salle 02	8.24	-	-
RDC		Salle 03	10.57	-	-
Totaux			50.90 m²	0.00 m²	0.00 m²

SERVICE ALEXANDRE EPPE - 10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE, DECLARE qu'afin de satisfaire aux dispositions de l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965, la mission nous a été confiée afin de procéder au mesurage de la partie privative des biens ci-dessus désignés en vue de reporter sa superficie privative dans une promesse de vente ou d'achat ou dans un acte authentique de vente d'un ou plusieurs lots de copropriété ou d'une fraction de lot de copropriété.

Décret n° 67-223 du 17 mars 1967

art. 4-1 : « La superficie de la partie privative d'un lot ou d'une fraction de lot mentionnée à l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965 est la superficie des planchers des locaux clos et couverts après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Il n'est pas tenu compte des planchers des locaux d'une hauteur inférieure à 1,80m. »

art 4-2 : « Les lots ou fractions de lots d'une superficie inférieure à 8 mètres carrés ne sont pas pris en compte pour le calcul de la superficie mentionnée à l'article 4-1. »

Extraits des dispositions d'ordre général selon l'article 46 de la loi 65-557 du 10/07/65 :

« Toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un lot ou d'une fraction de lot mentionne la superficie de la partie privative de ce lot ou de cette fraction de lot ainsi que sa surface habitable. » (...)

« Les dispositions (...) ci-dessus ne sont pas applicables aux caves, garages, emplacements de stationnement (...). »

Particularités liées à ce mesurage :

Néant

Le règlement de copropriété et l'état descriptif de division n'ayant pas été fournis par le demandeur, cette attestation est délivrée sans avoir la possibilité de contrôler la conformité des désignations, la consistance du lot et ses limites physiques. N'ayant ni les moyens ni les compétences pour trancher sur la qualification des parties privatives et des parties communes, ni le signataire personne physique ni la personne morale à laquelle ce dernier appartient ne pourront être tenus pour responsables pour tout litige concernant la conformité des désignations, la consistance du lot, les limites physiques de ce dernier par rapport aux parties communes et à leurs éventuelles conséquences qui peuvent notamment concerner la superficie privative du lot et/ou sa surface habitable.

L'acte de propriété n'a pas été fourni.

Etablie le
15/09/2026

Cachet:



Siret : 798 694 964 000 23 - code APE : 7120B

Signature :

RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ : Les rapports demeurent la propriété de notre société et ne pourront être utilisés jusqu'au complet paiement du prix par l'acheteur (Loi du 12 mai 1980).

Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Scannez et téléchargez votre rapport



Rapport

n° de rapport : 781802715
LOI CARREZ : 2 sur 2
DDT : 5 sur 36



Constat Amiante

RAPPORT DE MISSION DE REPÉRAGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS DES LISTES A ET B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE CONTENANT DE L'AMIANTE POUR L'ÉTABLISSEMENT DU CONSTAT ÉTABLI A L'OCCASION DE LA VENTE D'UN IMMEUBLE BATI

Application des articles L. 271-4 à -6 et R.271-1 à -4 du code de la construction et de l'habitation ;
articles L. 1334-13, R.1334-14 et -15, R.1334-20 et -21,

R.1334-23 et -24, R.1334-29-7 et annexe 13-9 du code de la santé publique, du décret 2011-629 du 3 juin 2011, deux arrêtés du 12 décembre 2012 modifiés par l'arrêté du 26 juin 2013 relatifs aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu de rapport de repérage.

MISSION N° : 781802715

	PROPRIETAIRE		MISSION
Nom :	MAIRIE DE ST GERMAIN EN LAYE	Adresse :	34 RUE ANDRÉ BONNENFANT
Adresse :	86 RUE LEON DESOYER	Ville :	78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Ville :	78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE		

	DONNEUR D'ORDRE
Nom :	MAIRIE DE ST GERMAIN EN LAYE
Adresse :	86 RUE LEON DESOYER
Ville :	78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

				MISSION
Type :	Local commercial	Nbre pièces :		Lot :
Cadastre :	000AI1168620	Bâtiment :		Lot secondaire :
Porte :	GAUCHE	Étage :	RDC	Escalier :
Date de commande :	15/09/2026	Date de visite :	15/09/2026	Année de construction :
Accompagnateur :	PAS D'ACCOMPAGNATEUR	Opérateur :	EPPE Alexandre	Référence client :

CONCLUSIONS

(détail des conclusions et mesures d'ordre général en fin du rapport de repérage)

- A - CONCLUSIONS DU REPÉRAGE EFFECTIF DANS LES ZONES EXAMINÉES (SE RÉFÉRER AUX TABLEAUX (POINT C) POUR CONNAÎTRE LES ZONES OU ÉLÉMENTS N'AYANT PU ÊTRE EXAMINÉS) :**
Dans le cadre réglementaire de la mission décrit au paragraphe 2.2, il n'a pas été repéré de matériaux ou produits contenant de l'amiante dans les zones examinées (se référer aux tableaux (point C) pour connaître les zones non examinées).
- B - OBLIGATIONS ET RECOMMANDATIONS RÉGLEMENTAIRES ISSUES DES RÉSULTATS DU REPÉRAGE RÉGLEMENTAIRE POUR LES MATÉRIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE :**
 Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique :
 Aucune obligation réglementaire à signaler.
- Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique :**
 aucune obligation réglementaire à signaler.



C - PARTIES D'IMMEUBLE, LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX, MATÉRIAUX OU PRODUITS POUR LESQUELS DES INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES SONT NÉCESSAIRES LIMITANT LA RÉALISATION COMPLÈTE DE LA MISSION :

Dans le cadre de la mission décrit au paragraphe 2.2, les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants, matériaux ou produits qui n'ont pu être visités, sondés ou prélevés et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante sont :

LOCAUX NON VISITES		
Etage	Local	Motif
Néant	Néant	Néant

ÉLÉMENTS NON EXAMINÉS		
Etage	Local	Éléments et motif
Néant	Néant	Néant

Matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires				
Etage	Local	Localisation	Composant	Motif
Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

Avertissement : les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.**

Le cas échéant d'autres recherches devront être entamées selon le type de mission.

Observation :

Néant



SOMMAIRE

1	Le laboratoire d'analyses
2	La mission de repérage
2.1	L'objet de la mission
2.2	Le cadre de la mission
2.2.1	L'intitulé de la mission
2.2.2	Le cadre réglementaire de la mission
2.2.3	L'objectif de la mission
2.2.4	Le programme de repérage de la mission réglementaire
2.2.5	Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
2.2.6	Le périmètre à repérer
3	Conditions de réalisation du repérage
3.1	Bilan de l'analyse documentaire
3.2	Date d'exécution des visites du repérage in situ
3.3	Identification de l'opérateur de repérage
3.4	Plan et procédures de prélèvements
4	Résultats détaillés du repérage des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante
4.1	Matériaux ou produits de la liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique
4.2	Matériaux ou produits de la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique
4.3	Matériaux ou produits du programme de repérage complémentaire
4.4	Zones présentant des similitudes d'ouvrage
5	Conclusions et recommandations préconisées pour les matériaux et produits contenant de l'amiante
5.1	Conclusions réglementaires concernant les matériaux ou produits de la liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique contenant de l'amiante
5.2	Recommandations réglementaires préconisées pour les matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique contenant de l'amiante
5.3	Conclusion et recommandations réglementaires préconisées pour les matériaux et produit contenant de l'amiante du programme de repérage complémentaire
5.4	Compléments et précisions à ces conclusions et recommandations par l'opérateur de repérage
6	Ecart /adjonctions par rapport à la norme NF X 46-020 en vigueur et applicable à la date du rapport
7	Signature
8	Remarques
8.1	Remarques importantes
9	Annexes

1. LABORATOIRE D'ANALYSE :

Aucune analyse effectuée

2. LA MISSION DE REPÉRAGE :

2.1. L'objet de la mission :

Dans le cadre de la vente de l'immeuble bâti ou de la partie d'immeuble bâti décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble ou partie d'immeuble certains matériaux ou produits contenant de l'amiante conformément à la législation en vigueur.

Pour s'exonérer de tout ou partie de sa garantie des vices cachés, le propriétaire vendeur annexe à la promesse de vente ou au contrat de vente le présent rapport.

2.2. Le cadre de la mission :

2.2.1. L'intitulé de la mission :

Repérage en vue de l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti.

2.2.2. Le cadre réglementaire de la mission :

L'article L.271-4 du code de la construction et de l'habitation prévoit qu'en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique fourni par le vendeur est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges.

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autre, l'état mentionnant la présence ou l'absence de certains matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L.1334-13 du même code.

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport..

2.2.3. L'objectif de la mission :

Il s'agit de procéder au repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante exigé par l'article R.1334-15 du code de la santé publique.

Les listes A et B de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante sont détaillées par l'annexe 13-9 du code de la santé publique (article 1334-14 alinéa IV du code de la santé publique).

La recherche concernant les enduits projetés se limitera aux enduits identifiables comme le Progypsol et non aux enduits projetés qui auraient un aspect lisse ou taloché, soumis à ce jour à interprétation.

Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Scannez et téléchargez votre rapport



Rapport

n° de rapport : 781802715
AMIANTE : 3 sur 9
DDT : 8 sur 36

a

2.2.4. Le programme de repérage de la mission réglementaire :

Le programme de repérage est défini par les listes A et B de l'Annexe 13.9. du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

L'examen consiste en une inspection visuelle des composants et parties de composants de la construction, accessibles sans travaux destructifs, et ne concerne exclusivement que les parties privatives de l'immeuble.

Produits et matériaux appartenant au programme de repérage de l'amiante défini en annexe 13-9 du code de la santé publique :

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE
ANNEXE 13-9
PROGRAMMES DE REPERAGE DE L'AMIANTE MENTIONNES
AUX ARTICLES R.1334-20, R.1334-21 ET R.1334-22

LISTE A mentionnée à l'article R.1334-20:

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

LISTE B mentionnée à l'article R.1334-21

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol.
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) Clapets/volets coupe-feu. Portes coupe-feu. Vide-ordures.	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
4. Eléments extérieurs	
Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

La recherche concernant les enduits projetés se limitera aux enduits identifiables comme le Progypsol et non aux enduits projetés qui auraient un aspect lisse ou taloché, soumis à ce jour à interprétation.

Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Scannez et téléchargez votre rapport



Rapport

n° de rapport : 781802715
AMIANTE : 4 sur 9
DDT : 9 sur 36

a

2.2.5. Programme de repérage complémentaire (le cas échéant) :

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspectée	Sur demande ou sur information
Néant	Néant	Néant

IMPORTANT : Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

2.2.6. Le périmètre de repérage effectif :

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

- Description :

Fonction principale du bâtiment : Etablissements sanitaires : Hôpitaux et cliniques

Date du permis de construire : Non précisée (antérieur au 1er juillet 1997 sur déclaration du mandataire)

Année de construction : 1900

- Périmètre de repérage effectif :

Étage	Local	Nom des composants ou parties de composants
		Élément : Revêtement / Substrat
RDC	Entrée / Salle d'attente	Sol (Carrelage) - Plinthe (Carrelage) - Plafond (Peinture Plâtre) - Porte 1 : intérieure (Peinture Bois) - Porte 1 : extérieure (Peinture Bois) - Porte 1 : dormant intérieur (Peinture Bois) - Porte 1 : dormant extérieur (Peinture Bois) - Porte 1 : encadrement (Peinture Bois) - Mur A (Peinture Plâtre) - Mur B (Peinture Plâtre) - Mur C (Peinture Plâtre) - Mur D (Peinture Plâtre) - Mur E (Peinture Plâtre) - Mur F (Peinture Plâtre)
RDC	WC	Sol (Carrelage) - Plinthe (Carrelage) - Plafond (Peinture Plâtre) - Porte 1 : intérieure (Peinture Bois) - Porte 1 : extérieure (Peinture Bois) - Porte 1 : dormant intérieur (Peinture Bois) - Porte 1 : dormant extérieur (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : intérieure (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : extérieure (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : dormant intérieur (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : dormant extérieur (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : encadrement (Peinture Bois) - Mur A (Peinture Plâtre) - Mur B (Peinture Plâtre) - Mur C (Peinture Plâtre) - Mur D (Peinture Plâtre)
RDC	Salle 01	Sol (Parquet) - Plinthe (Peinture Bois) - Plafond (Peinture Plâtre) - Porte 1 : intérieure (Peinture Bois) - Porte 1 : extérieure (Peinture Bois) - Porte 1 : dormant intérieur (Peinture Bois) - Porte 1 : dormant extérieur (Peinture Bois) - Porte 1 : encadrement (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : intérieure (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : extérieure (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : dormant intérieur (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : dormant extérieur (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : encadrement (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : volet (Peinture Métal) - Mur A (Peinture Plâtre) - Mur B (Peinture Plâtre) - Mur C (Peinture Plâtre) - Mur D (Peinture Plâtre)
RDC	Salle 02	Sol (Parquet) - Plinthe (Peinture Bois) - Plafond (Peinture Plâtre) - Porte 1 : intérieure (Peinture Bois) - Porte 1 : extérieure (Peinture Bois) - Porte 1 : dormant intérieur (Peinture Bois) - Porte 1 : dormant extérieur (Peinture Bois) - Porte 1 : encadrement (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : intérieure (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : extérieure (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : dormant intérieur (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : dormant extérieur (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : encadrement (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : volet (Peinture Métal) - Mur A (Peinture Plâtre) - Mur B (Peinture Plâtre) - Mur C (Peinture Plâtre) - Mur D (Peinture Plâtre)
RDC	Salle 03	Sol (Parquet) - Plinthe (Peinture Bois) - Plafond (Peinture Plâtre) - Porte 1 : intérieure (Peinture Bois) - Porte 1 : extérieure (Peinture Bois) - Porte 1 : dormant intérieur (Peinture Bois) - Porte 1 : dormant extérieur (Peinture Bois) - Porte 1 : encadrement (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : intérieure (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : extérieure (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : dormant intérieur (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : dormant extérieur (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : encadrement (Peinture Bois) - Fenêtre 1 : volet (Peinture Métal) - Mur A (Peinture Plâtre) - Mur B (Peinture Plâtre) - Mur C (Peinture Plâtre) - Mur D (Peinture Plâtre) - Mur E (Peinture Plâtre) - Mur F (Peinture Plâtre)



3. CONDITIONS DE RÉALISATION DU REPÉRAGE :

3.1. Bilan de l'analyse documentaire :

Documents	Remis	Date	Référence / Principales conclusions
Documents concernant la construction et les travaux de rénovation	Non		Référence :
Plans, schémas ou croquis des bâtiments	Non		Référence :
Détails des travaux réalisés	Non		Référence :
Contrôle de concentration en poussière d'amiante	Non		Référence :
Dossier technique Amiante existant	Non		Référence :
Dossier technique existant	Non		Référence :
Diagnostic Amiante des parties communes	Non		Référence :
Rapports de repérage antérieurs	Non		Référence :
Descriptif des matériaux	Non		Référence :
Document interne	Non		Référence :
Acte de vente du bien	Non		Référence :

3.2. Date d'exécution des visites du repérage in situ :

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 15/09/2026

3.3. Identification de l'opérateur de repérage :

EPPE Alexandre

- Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par ICERT - Parc EDONIA - Batiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 Saint-Grégoire, numéro de certification : CPDI4634

- SERVICE ALEXANDRE EPPE - 10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE

- Assurance Allianz IARD : 62 490 415 - Date de validité : 31/12/2026

3.4. Plan et procédures de prélèvements :

L'ensemble des prélèvements, le cas échéant, a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

4. RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE DES MATÉRIAUX OU PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE :

Dans le cadre de l'inspection visuelle, les sondages et les prélèvements sont réalisés selon les prescriptions décrites aux annexes A, B et C de la norme NF X 46-020 en vigueur et applicable à la date du rapport.

4.1. Matériaux ou produits de la liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique :

Étage	Local ou zone homogène	Localisation	Numéro de prélèvement	Composant	Amiante	Critère de conclusion	Motif si MPSCA	Résultat, évaluation de l'état de conservation
Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

Abréviations utilisées pour les critères de conclusion : **MM** : Marquage matériau - **DOC** : Document consulté - **RASP** : Résultat d'analyse suite à prélèvement - **MPPNCA** : matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante - **MPSCA** : matériau ou produit restant susceptible de contenir de l'amiante pour lequel des investigations complémentaires doivent être effectuées pour pouvoir conclure quant à la présence ou à l'absence d'amiante

Codification des résultats d'évaluation de l'état de conservation : **score = 1** : Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation - **score = 2** : Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement - **score = 3** : Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement.

4.2. Matériaux ou produits de la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique :

Étage	Local ou zone homogène	Localisation	Numéro de prélèvement	Composant	Amiante	Critère de conclusion	Motif si MPSCA	Type de recommandation
Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

Abréviations utilisées pour les critères de conclusion : **JPOR** : Jugement personnel de l'opérateur de repérage - **MM** : Marquage matériau - **DOC** : Document consulté - **RASP** : Résultat d'analyse suite à prélèvement - **MPPNCA** : matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante - **MPSCA** : matériau ou produit restant susceptible de contenir de l'amiante pour lequel des investigations complémentaires doivent être effectuées pour pouvoir conclure quant à la présence ou à l'absence d'amiante

Codification des résultats d'évaluation de l'état de conservation : **EP** : Évaluation périodique - **AC1** : Action corrective de premier niveau - **AC2** : Action corrective de second niveau - **Aucune** : Le matériau ou produit ne contenant pas d'amiante, aucune recommandation n'est à formuler.

4.3. Matériaux ou produits du programme de repérage complémentaire :

Étage	Local ou zone homogène	Localisation	Numéro de prélèvement	Composant	Amiante	Critère de conclusion	Motif si MPSCA
Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Scannez et téléchargez votre rapport



Rapport

n° de rapport : 781802715
AMIANTE : 6 sur 9
DDT : 11 sur 36

a

Abréviations utilisées pour les critères de conclusion : **JPOR** : Jugement personnel de l'opérateur de repérage - **MM** : Marquage matériau - **DOC** : Document consulté - **RASP** : Résultat d'analyse suite à prélèvement - **MPPNCA** : matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante - **MPSCA** : matériau ou produit restant susceptible de contenir de l'amiante pour lequel des investigations complémentaires doivent être effectuées pour pouvoir conclure quant à la présence ou à l'absence d'amiante

4.4. Zones présentant des similitudes d'ouvrage :

Zone présentant des similitudes d'ouvrage	Détail de la zone	Lié au repérage	Amianté
Néant	Néant	Néant	Néant

5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS PRÉCONISÉES POUR LES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE :

5.1. Conclusions réglementaires concernant les matériaux ou produits de la liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique contenant de l'amiante :

Ces conclusions réglementaires s'appliquent aux propriétaires :

- des parties privatives d'immeubles collectifs d'habitation
- des parties communes d'immeubles collectifs d'habitation
- des immeubles bâtis autres que d'habitation

Étage	Local ou zone homogène	Localisation	Composant	Conclusion réglementaire
Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

5.2. Recommandations réglementaires préconisées pour les matériaux et produit de la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique contenant de l'amiante :

Étage	Local ou zone homogène	Localisation	Composant	Type de recommandation
Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

5.3. Conclusions et recommandations réglementaires préconisées pour les matériaux et produit contenant de l'amiante du programme de repérage complémentaire :

Étage	Local ou zone homogène	Localisation	Composant	Résultat de l'évaluation de l'état de conservation, conclusion et recommandation réglementaires
Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

5.4. Compléments et précisions à ces conclusions et recommandations par l'opérateur de repérage :

Néant -

6. ÉCARTS/ADJONCTIONS À LA NORME NF X 46-020 EN VIGUEUR ET APPLICABLE À LA DATE DU RAPPORT :

Néant

7. SIGNATURE :

Etabli le
15/09/2026
Cachet:



Siret : 798 694 964 000 23 - code APE : 7120B

Signature :

RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ : Les rapports demeurent la propriété de notre société et ne pourront être utilisés jusqu'au complet paiement du prix par l'acheteur (Loi du 12 mai 1980).

8. REMARQUES DIVERSES :

8.1. Remarques importantes :

Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Scannez et téléchargez votre rapport



Rapport

n° de rapport : 781802715
AMIANTE : 7 sur 9
DDT : 12 sur 36

a

Immeubles en copropriété : Les ouvrages tels que les sous-faces de dalles des sous-sols, des garages, des caves, des balcons, les réseaux de canalisations d'alimentation, d'évacuation, de chauffage, les gaines techniques, de fumées, d'extraction, de ventilation, de vide-ordures, sont considérés juridiquement comme des parties communes. Il en est de même pour tous les ouvrages mentionnés comme parties communes au règlement de copropriété. Ces composants ne font pas partie du présent repérage, même s'ils se trouvent dans les parties privatives. Ils doivent être repérés dans le cadre obligatoire du dossier technique amiante des parties communes de l'immeuble et figurer dans la fiche récapitulative de ce dossier.

Dans le cadre de ce repérage, il n'est procédé à aucun sondage destructif (l'amiante encloisonnée n'est donc pas prise en compte), et aucun démontage d'habillage des appareils de chauffage ou de production d'eau chaude n'est prévu.

Ce rapport est réalisé dans le cadre d'une vente. Il n'est pas suffisant pour évaluer les risques avant tous travaux destructifs. Ainsi ce rapport ne peut pas être utilisé pour satisfaire aux exigences du repérage avant démolition (Art. R.1334-19 du Code de la Santé Publique). Il ne peut pas non plus satisfaire aux exigences du repérage avant travaux requises notamment par la législation du travail.

9. ANNEXES AU RAPPORT DE MISSION DE REPÉRAGE N° 781802715 :

- Eléments d'information réglementaires à faire figurer dans le rapport : sans objet
- Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des flocages contenant de l'amiante : sans objet
- Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des calorifugeage contenant de l'amiante : sans objet
- Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des faux-plafonds contenant de l'amiante : sans objet
- Grilles réglementaires d'évaluation des matériaux ou produits de la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique : sans objet
- Illustration photographique : non
- Schéma de repérage : oui
- Rapports d'analyses du laboratoire : non
- Documents annexés au présent rapport : aucun
- Copie du certificat de compétence de l'opérateur de diagnostic : présent
- Copie de l'attestation d'assurance couvrant l'opérateur de repérage dans sa mission : présent

ELEMENTS D'INFORMATION REGLEMENTAIRES A FAIRE FIGURER DANS LE RAPPORT

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épandements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en oeuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plutôt aux situations d'usures anormales ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données "déchets" gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Scannez et téléchargez votre rapport



Rapport

n° de rapport : 781802715
AMIANTE : 8 sur 9
DDT : 13 sur 36

a

Croquis



Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Scannez et téléchargez votre rapport



Rapport

n° de rapport : 781802715
AMIANTE : 9 sur 9
DDT : 14 sur 36

a



Diagnostic de Performance Énergétique

DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (6.3.a bis)

Une information au service de la lutte contre l'effet de serre

Bureaux, services administratifs, enseignement

Arrêté du 8 février 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants à usage principal autre que d'habitation, à l'exception des centres commerciaux, proposés à la vente en France Métropolitaine.

N° de dossier : 781802715

N° ADEME (partiel ou/et complet) : 2678T2354595D

Date de validité : 14/09/2036

Le cas échéant, nature de l'ERP : U:Établissements de soins

Date de construction : <1948

Date de visite : 15/09/2026 et de création : 15/09/2026

Nom du diagnostiqueur : Alexandre EPPE

N° de certification : CPDI4634

Délivré par : ICERT

Signature :



Adresse du bâtiment :

Adresse : 34 RUE ANDRE BONNENFANT 78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

☐ Bâtiment entier

☒ Partie de bâtiment (à préciser) : Cabinet

Surface thermique (m²) : 55,99

Désignation du propriétaire :

Nom : MAIRIE DE ST GERMAIN EN LAYE

Adresse : 86 RUE LEON DESOYER 78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

Gestionnaire (s'il y a lieu) :

Nom :

Adresse : -

Consommations annuelles d'énergie

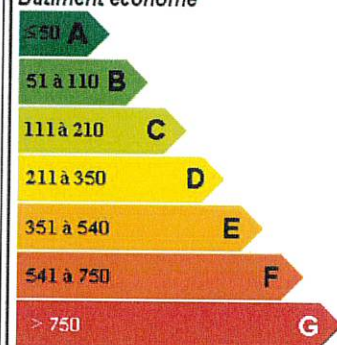
Période de relevés de consommations considérée :

	Consommations en énergies finales Détail par énergie en kWh _{eff}	Consommations en énergie primaire Détail par énergie en kWh _{ep}	Frais annuels d'énergie (ETIC abonnements compris)
Bois, biomasse			
Electricité			
Gaz			
Autres énergies			
Production d'électricité à demeure			
Abonnements			
TOTAL			

Consommations énergétiques (en énergie primaire)
Pour le chauffage, la production d'ECS, le refroidissement,
l'éclairage et les autres usages, déduction faite de la production
d'électricité à demeure

Consommation estimée : 0 kWh_{ep}/m².an

Bâtiment économe



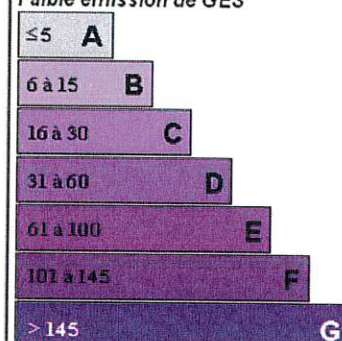
Bâtiment énergivore

Bâtiment

Emissions de gaz à effet de serre (GES) pour le chauffage, la
production d'eau chaude sanitaire, le refroidissement, l'éclairage
et les autres usages

Estimation des émissions : 0 kg_{CO2}/m².an.

Faible émission de GES



Forte émission de GES

Bâtiment

Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Scannez et téléchargez votre rapport



Rapport

n° de rapport : 781802715
DPE : 1 sur 4
DDT : 15 sur 36



Descriptif du bâtiment (ou de la partie de bâtiment) et de ses équipements

Bâtiment	Chauffage et refroidissement	Eau chaude sanitaire, éclairage, ventilation
Murs	Système de chauffage	Système de production d'ecs
Murs en pierre de taille moellons avec isolation ITI	Chaudière gaz collective	Chaudière gaz collective
Toiture	Système de refroidissement	Système d'éclairage
Sous autre appartement	Néant	Electrique
Menuiseries ou parois vitrées	Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint	Système de ventilation
Menuiserie(s) bois double vitrage	Non requis	Ventilation par ouverture des fenêtres
Plancher bas		
Voutains en briques ou moellons		
Nombre d'occupants	Autres équipements consommant de l'énergie	
1	Néant le jour de la visite	
Energies renouvelables	Quantité d'énergie d'origine renouvelable	KWhEP/m² an
Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables		KWhEP/m².an

Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur ;
- Pour comparer différents locaux entre eux ;
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Factures et performance énergétique

La consommation est estimée sur la base de factures d'énergie et des relevés de compteurs d'énergie. La consommation ci-dessus traduit un niveau de consommation constaté. Ces niveaux de consommations peuvent varier de manière importante suivant la qualité du bâtiment, les équipements installés et le mode de gestion et d'utilisation adoptés sur la période de mesure.

Energie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie utilisée dans le bâtiment (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc...). Pour en

disposer, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course. L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

Constitution de l'étiquette énergie

La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du bien indiquée.

Energies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produite par les équipements installés à demeure (sur le bâtiment ou à proximité immédiate).

Commentaires :

Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tél : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Scannez et téléchargez votre rapport



Rapport

n° de rapport : 791802715
DPE : 2 sur 4
DDT : 16 sur 36



Conseils pour un bon usage

La gestion des intermittences constitue un enjeu capital dans les bâtiments publics de bureaux ou d'enseignement : les principaux conseils portent sur la gestion des interruptions ou des ralentis des systèmes pour tous les usages (chauffage, ventilation, climatisation, éclairage ou autres).

Gestionnaire énergie

- Mettez en place une planification énergétique adaptée à l'établissement.

Chauffage

- Vérifiez la programmation hebdomadaire jour/nuit et celle du week-end.
- Vérifiez la température intérieure de consigne en période d'occupation et en période d'inoccupation.
- Régulez les pompes de circulation de chauffage : asservissement à la régulation du chauffage, arrêt en dehors des relances.

Ventilation

- Si le bâtiment possède une ventilation mécanique, programmez-la de manière à l'arrêter ou la ralentir en période d'inoccupation.

Eau chaude sanitaire

- Arrêtez les chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation.
- Changez la robinetterie traditionnelle au profit de mitigeurs.

Confort d'été

- Installez des occultations mobiles sur les fenêtres ou les parois vitrées s'il n'en existe pas.

Eclairage

- Profitez au maximum de l'éclairage naturel. Evitez d'installer les salles de réunion en second jour ou dans des locaux sans fenêtre.
- Remplacez les lampes à incandescence par des lampes basse consommation.
- Installez des minuteurs et ou des détecteurs de présence, notamment dans les circulations et les sanitaires.

- Optimisez le pilotage de l'éclairage avec par exemple une extinction automatique des locaux la nuit avec possibilité de relance.

Bureautique

- Optez pour la mise en veille automatique des écrans d'ordinateurs et pour le mode économie d'énergie des écrans lors d'une inactivité prolongée (extinction de l'écran et non écran de veille).
- Veillez à l'extinction totale des appareils de bureautique (imprimantes, photocopieurs) en période de non utilisation (la nuit par exemple) ; ils consomment beaucoup d'électricité en mode veille.
- Optez pour le regroupement des moyens d'impression (imprimantes centralisées par étage) ; les petites imprimantes individuelles sont très consommatrices.

Sensibilisation des occupants et du personnel

- Sensibilisez le personnel à la détection de fuites d'eau afin de les signaler rapidement.
- Veillez au nettoyage régulier des lampes et des luminaires, et à leur remplacement en cas de dysfonctionnement.
- Veillez à éteindre l'éclairage dans les pièces inoccupées, ainsi que le midi et le soir en quittant les locaux.
- Sensibiliser les utilisateurs de petit électroménager : extinction des appareils après usage (bouilloires, cafetière), dégivrage régulier des frigos, priorité aux appareils de classe A ou supérieure.
- En été, utilisez les occultations (stores, volets) pour limiter les apports solaires dans les bureaux ou les salles de classe.

Compléments :



Recommandations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire les consommations d'énergie du bâtiment ou de la partie de bâtiment.

Mesures d'amélioration	Commentaires
------------------------	--------------

Commentaires : DPE sans étiquette dit « Vierge »

Art. L. 134-3 – IV Le diagnostic de performance énergétique n'a qu'une valeur informative. L'acquéreur ou le locataire ne peut se prévaloir des informations contenues dans ce diagnostic à l'encontre du propriétaire.

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour plus d'informations : www.ademe.fr ou www.developpement-durable.gouv.fr (rubrique performance énergétique)

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par ICERT Parc EDONIA - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 SAINT-GREGOIRE

Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Scannez et téléchargez votre rapport



Rapport

n° de rapport : 781802715
DPE : 4 sur 4
DDT : 18 sur 36



État des Risques et Pollutions

34 Rue André Bonnenfant 78100 St Germain En Laye

Scannez pour consulter
ce document en ligne



ADRESSE

**34 Rue André Bonnenfant 78100 ST
GERMAIN EN LAYE**
CADASTRE
A1 1168
COORDONNÉES GPS
48.89516, 2.090429

COMMUNE CODE INSEE
ST GERMAIN EN LAYE 78551

REFERENCE D'ÉDITION DATE D'ÉDITION
3838853 15/09/2026

VENDEUR ACQUÉREUR
**MAIRIE DE ST
GERMAIN EN LAYE**



OLD **Non**

PEB **Non**

CASIAS **26**

BASOL **1**

ICPE **5**

Radon **niv. 1**

Séisme **niv. 1**

Table des matières

1. [Page de synthèse](#)
2. [Synthèse des risques](#)
3. [Formulaire réglementaire de l'état des risques](#)
4. [Cartographies des risques](#)
5. [Formulaire réglementaire de Pollution Sonore Aérienne](#)
6. [Cartographie de Pollution Sonore Aérienne](#)
7. [Liste des différentes pollutions des sols](#)
8. [Cartographies des pollutions des sols](#)
9. [Formulaire réglementaire des catastrophes naturelles](#)

Documents réglementaires et references

<https://www.info-risques.com/short/YZXTV>

En cliquant sur le lien suivant ci-dessus, vous trouverez toutes les informations préfectorales et les documents de références et les annexes qui ont permis la réalisation de ce document.

1/12

Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Scannez et téléchargez votre rapport



Rapport

n° de rapport : 781802715
ERP : 1 sur 16
DDT : 19 sur 36



Synthèse des risques

TYPE	EXPOSITION	PLAN DE PREVENTION		
Informatif OLD	Non	La commune n'est pas concernée par l'obligation légale de débroussaillage au titre de l'article R.125-23		
Informatif PEB	Non	Le bien n'est pas situé dans un zonage réglementaire du plan d'exposition au bruit		
PPR Naturel SEISME	Oui	Zonage réglementaire sur la sismicité : Niveau 1		
PPR Naturel RADON	Oui	Commune à potentiel radon de niveau 1		
Informatif Sols Argileux	Oui	Niveau de risque : Fort Une étude géotechnique est obligatoire sur cette parcelle en cas de construction ou modification du Bati. (Loi ELAN, Article 68)		
		Inondation Département	Approuvé	02/11/1992
		Inondation Par une crue à débordement lent de cours d'eau Département	Approuvé	02/11/1992
PPR Naturels Inondation	Non	Inondation Par une crue torrentielle ou à montée rapide de cours d'eau Département	Approuvé	02/11/1992
		Inondation Seine	Approuvé	30/06/2007
		Inondation Par une crue à débordement lent de cours d'eau ✓ Seine	Approuvé	30/06/2007
PPR Naturels Mouvement de terrain	Non	Mouvement de terrain Département	Approuvé	05/08/1986
PPR Miniers	Non	La commune ne dispose d'aucun plan de prévention des risques Miniers		
PPR Technologiques	Non	La commune ne dispose d'aucun plan de prévention des risques Technologiques		

Article R.125-25 : Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques : www.georisques.gouv.fr



Etat des risques

Etat des risques, pollutions et sols en application des articles L.125-5, L.125-6 et L.125-7 du code de l'environnement MTEECPR / DGPR janvier 2025
Cet état, à remplir par le vendeur, est destiné à être joint en annexe du contrat de vente d'un bien immobilier et à être remis, dès la première visite, au potentiel acquéreur par le vendeur. Il doit dater de moins de 6 mois et être actualisé, si nécessaire, lors de l'établissement de la promesse de vente, du contrat préliminaire ou de l'acte authentique.

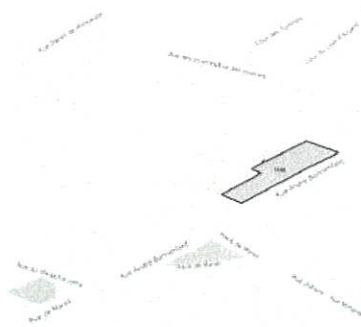
Adresse de l'immeuble ou parcelle(s) concernée(s)	Code postal	Nom de la commune
34 Rue André Bonnenfant	78100	ST GERMAIN EN LAYE
AI 1168		
Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels (PPRN)		
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR NATURELS		
prescrit ⁽¹⁾	anticipé ⁽²⁾	approuvé ⁽³⁾
☐	☐	☐
approuvé et en cours de révision ⁽⁴⁾		date
☐		☐
Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés au risque:		
L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN		
Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés		oui ☐ non ☒
Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)		
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR MINIERS		
prescrit ⁽¹⁾	anticipé ⁽²⁾	approuvé ⁽³⁾
☐	☐	☐
approuvé et en cours de révision ⁽⁴⁾		date
☐		☐
Si oui, les risques miniers pris en considération sont liés au risque:		
L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM		
Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés		oui ☐ non ☒
Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)		
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR TECHNOLOGIQUES		
prescrit ⁽¹⁾	anticipé ⁽²⁾	approuvé ⁽³⁾
☐	☐	☐
approuvé et en cours de révision ⁽⁴⁾		date
☐		☐
Si oui, les risques technologiques pris en considération dans le règlement du PPRT ou, à défaut, dans l'arrêté de prescription, sont liés à :		
effet toxique ☐ effet thermique ☐ effet surpression ☐		
L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement		
oui ☐ non ☒		
L'immeuble est situé en zone de prescription		
oui ☐ non ☒		
si la transaction concerne un logement, l'ensemble des travaux prescrits ont été réalisés		
oui ☐ non ☒		
si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location ⁽⁵⁾		
oui ☐ non ☒		
Situation de l'immeuble au regard de l'obligation légale de débroussaillage (OLD)		
Le terrain est situé à l'intérieur du zonage informatif des obligations légales de débroussaillage		
oui ☐ non ☒		
Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire		
L'immeuble se situe dans une zone de sismicité classée en		
zone 1 très faible	zone 2 faible	zone 3 modérée
☒	☐	☐
zone 4 moyenne	zone 5 forte	
☐	☐	
Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon		
L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3		
oui ☐ non ☒		
Information relative à la pollution des sols		
Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS)		
oui ☐ non ☒		
Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe N/M/T*		
L'immeuble a-t-il donné lieu au versement d'une indemnité à la suite d'une catastrophe N/M/T*		
naturelle, minière ou technologique		oui ☐ non ☒
Situation de l'immeuble au regard du recul du trait de côte (RTC)		
L'immeuble est-il situé sur une commune exposée au RTC et listée par décret n° 2022-750 du 29 avril 2022		
oui ☐ non ☒		
L'immeuble est-il situé dans une zone exposée au RTC identifiée par un document d'urbanisme		
oui ☐ non ☒		
Si oui, l'horizon temporel d'exposition au RTC est:		
d'ici à 30 ans ☐		compris entre 30 et 100 ans ☐
L'immeuble est-il concerné par des prescriptions applicables à cette zone		
oui ☐ non ☒		
L'immeuble est-il concerné par une obligation de démolition et de remise en état à réaliser		
oui ☐ non ☒		
Documents à fournir obligatoirement		
☒ La liste des arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pris dans la commune qui ont affecté le bien concerné et qui ont donné lieu au versement d'une indemnité		
vendeur	Date / Lieu	acquéreur
MAIRIE DE ST GERMAIN EN LAYE	Le, 15/09/2026	
Signature:	Fait à ST GERMAIN EN LAYE	Signature:

1. Prescrit = plan de prévention des risques (PPR) en cours d'élaboration à l'initiative d'un arrêté de prescription. 2. Anticipé = plan de prévention des risques (PPR) visant les risques naturels et/ou technologiques et/ou miniers et/ou sismiques, approuvé par arrêté préfectoral. 3. Approuvé = plan de prévention des risques (PPR) adopté et annexé au règlement d'urbanisme. 4. Approuvé et en cours de révision = plan de prévention des risques (PPR) adopté mais actuellement en cours de modification ou de révision. 5. L'ensemble de ces renseignements est à fournir par les vendeurs de biens immobiliers de plus de 100 m² de surface habitable ou de plus de 100 m² de surface commerciale.



⚠ Cartographies des risques

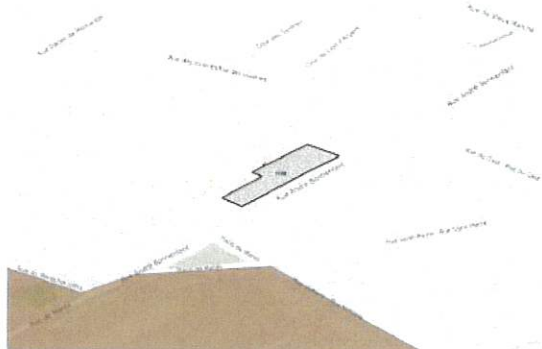
🌊 Inondations



Inondation

✓ Pas de risque

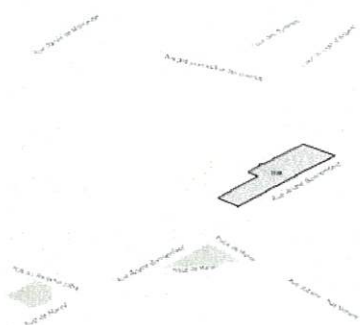
🏔 Mouvements de terrains



Mouvements De Terrains

✓ Pas de risque

🏗 Mouvements de terrains (carrière)



Carrière

✓ Pas de risque

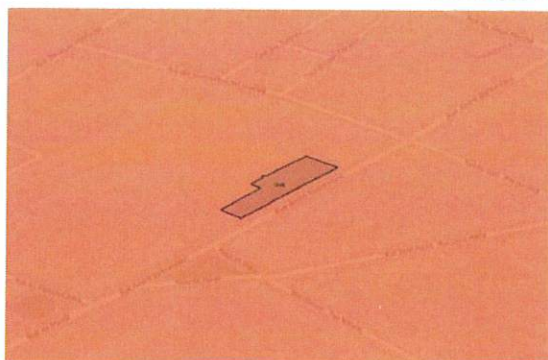
⚡ Mouvements de terrains (mines)



Risque Minier

✓ Pas de risque

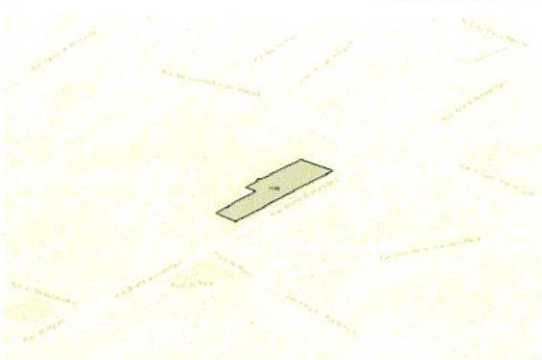
🏠 Mouvements de terrains (Argiles)



Faible
Moyen
Fort

! Risque présent

☄ Radon



Niveau 1
Niveau 2
Niveau 3

Risque Niveau 1 ●○○





Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Scannez et téléchargez votre rapport



Rapport

n° de rapport : 781802715
ERP : 5 sur 16
DDT : 23 sur 36



Etat des nuisances sonores aériennes

Les zones de bruit des plans d'exposition au bruit constituent des servitudes d'urbanisme (art. L. 112 -3 du code de l'urbanisme) et doivent à ce titre être notifiées à l'occasion de toute cession, location ou construction immobilière.

Cet état, à remplir par le vendeur, est destiné à être intégré au dossier de diagnostic technique - DDT (annexé, selon le cas, à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente et au contrat de location ou annexé à ces actes si la vente porte sur un immeuble non bâti) et à être **annexé** à l'acte authentique de vente et, le cas échéant, au contrat préliminaire en cas de vente en l'état futur d'achèvement.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral
n° du mis à jour le

Adresse de l'immeuble

code postal ou Insee commune

34 Rue André Bonnenfant

78100

ST GERMAIN EN LAYE

Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans d'exposition au bruit (PEB)

- ☒ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PEB
- | | | | | | | |
|--|-----------------------------|----------|------|------------------|-----|---|
| | révisé | approuvé | date | ¹ oui | non | X |
| | Si oui, nom de l'aérodrome: | | | | | |
- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux d'insonorisation
- | | | | | | | |
|--|--|----------|------|------------------|-----|--|
| | révisé | approuvé | date | ² oui | non | |
| | Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés | | | | | |
- ☒ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PEB
- | | | | | | | |
|--|-----------------------------|----------|------|------------------|-----|--|
| | révisé | approuvé | date | ¹ oui | non | |
| | Si oui, nom de l'aérodrome: | | | | | |

Situation de l'immeuble au regard du zonage d'un plan d'exposition au bruit

- > L'immeuble se situe dans une zone de bruit d'un plan d'exposition au bruit définie comme :
- | | | | |
|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| ¹ zone A | ² zone B | ³ zone C | ⁴ zone D |
| très forte | forte | modérée | faible |
- ¹ (intérieur de la courbe d'indice Lden 70)
² (entre la courbe d'indice Lden 70 et une courbe choisie entre Lden 65 celle et 62)
³ (entre la limite extérieure de la zone B et la courbe d'indice Lden choisi entre 57 et 55)
⁴ (entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50). Cette zone n'est obligatoire que pour les aérodromes mentionnés au I de l'article 1609 quater viciés A du code général des impôts. (et sous réserve des dispositions de l'article L.112-9 du code de l'urbanisme pour les aérodromes dont le nombre de créneaux horaires attribuables fait l'objet d'une limitation réglementaire sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture).

Nota bene: Lorsque le bien se situe sur 2 zones, il convient de retenir la zone de bruit la plus importante.

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des nuisances prisent en compte

Le plan d'exposition au bruit est consultable sur le site Internet du Géoportail de l'institut national de l'information géographique et forestière (I.G.N) à l'adresse suivante: <https://www.geoportail.gouv.fr/>

vendeur	date / lieu	acquéreur
MAIRIE DE ST GERMAIN EN LAYE	15 septembre 2026 / ST GERMAIN EN LAYE	

information sur les nuisances sonores aériennes
pour en savoir plus, consultez le site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/>



Cartographie de Pollution Sonore Aérienne

Plan d'exposition aux bruits (PEB)

✓ Pas de risque



Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Scannez et téléchargez votre rapport



Rapport

n° de rapport : 781802715
ERP : 7 sur 16
DDT : 25 sur 36





Liste des sites CASIAS (à moins de 500 mètres)

Carte des Anciennes Sites Industriels et Activités de Services

4 rue Paris de SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880206 Indéterminé BASIAS TEINTURERIE BLOY, anc. PARIS (S.A.R.L. TEINTURERIE DE), anc. QUADRANT (SOCIETE LE) https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880206	104 mètres	27 rue Danès de Montardat SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880171 En arrêt BASIAS SOC ? https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880171	120 mètres
31 rue Vieux Marché du + place Mazagran SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880227 En arrêt BASIAS SOC ? https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880227	123 mètres	28 rue Danès de Montardat SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880172 En arrêt BASIAS CAOUTCHOUC DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (S.A.R.L. MANUFACTURE DE) https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880172	136 mètres
3 rue Pain au SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880203 En arrêt BASIAS SOC ? https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880203	138 mètres	32 rue Vieux Marché du SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880228 En arrêt BASIAS FRANCE PRESSING (S.A.R.L.) https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880228	145 mètres
23 rue Wauthier SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880230 En arrêt BASIAS SOC ? https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880230	166 mètres	38 rue Paris de SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880207 En arrêt BASIAS SOC ? https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880207	180 mètres
50 RUE DE PARIS SAINT GERMAIN EN LAYE SSP4086421 En arrêt GUNEnv SAINT GERMAIN PRESSING SAINT GERMAIN PRESSING https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP4086421	199 mètres	3 rue Grande Fontaine de SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880191 Indéterminé BASIAS CITROEN (garage), anc. ESSO (Station service) https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880191	205 mètres
11 rue Diderot SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880178 Indéterminé BASIAS THOMPSON ET POSNER (S.A.R.L.) https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880178	213 mètres	9 Rue Wauthier SAINT GERMAIN EN LAYE SSP615643 En arrêt GUNEnv PRESSING ROYAL PRESSING ROYAL https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP615643	217 mètres
56 rue Paris de SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880208 Indéterminé BASIAS PRESSING CONSTELLATION (S.A.R.L.) https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880208	243 mètres	2 rue Ducastel SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880179 Indéterminé BASIAS PRESS EXPRESS (S.A.), anc. PRESSINGS ECONOMIQUES DE L'ILE-DE-FRANCE (S.A. DES), anc. SELLSA SERVICE (S.A.) https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880179	286 mètres



📍 7 rue Aigle d'Or de l', 20 rue du Vieil Abreuvoir SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880161 En arrêt BASIAS 🏢 SOC ? 🌐 https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880161	📍 6 bis rue Fourqueux de (anc. 6) SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880184 En arrêt BASIAS 🏢 POUSET ET PETEL (S.A.), anc. FOURRURES NOUVELLES (SOCIETE FRANCAISE DES) 🌐 https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880184
📍 63 rue Pologne de SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880214 En arrêt BASIAS 🏢 SOC ? 🌐 https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880214	📍 8 rue Fourqueux de (RD 38) SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880185 Indéterminé BASIAS 🏢 SOC ? 🌐 https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880185
📍 4 rue Alexandre Dumas SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880180 Indéterminé BASIAS 🏢 PRESSABOIS PRESSAFER ET CIE (S.A.) 🌐 https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880180	📍 14 avenue République de la SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880216 Indéterminé BASIAS 🏢 TEINTURERIE POINT BLEU 🌐 https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880216
📍 10 rue Fourqueux de SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880186 En arrêt BASIAS 🏢 TELEMATIQUE ELECTRIQUE (S.A. LA), anc. ARTICLES ET BOUCHAGES METALLIQUES (SOCIETE DES), anc. CAPSULAGE ET BOUCHAGE AUTOMATIQUE (S.A. DE), anc. MACEY (S.A. COMPAGNIE) 🌐 https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880186	📍 67-71, rue de Pologne SAINT GERMAIN EN LAYE SSP615946 En arrêt GUNEnv MONOPRIX 🏢 MONOPRIX 🌐 https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP615946
📍 76 rue Maréchal Lyautey du SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880201 En arrêt BASIAS 🏢 CARNOY (S.A. DES ETABLISSEMENTS) 🌐 https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880201	📍 20 rue Alexandre Dumas SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880181 Indéterminé BASIAS 🏢 SOC ? 🌐 https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880181
📍 80 rue Paris de SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880209 Indéterminé BASIAS 🏢 SOC ? 🌐 https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880209	📍 80 rue Poissy de SAINT GERMAIN EN LAYE SSP3880213 En arrêt BASIAS 🏢 TEINTURERIE- PRESSING 🌐 https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3880213

La liste suivante contient des sites CASIAS qui ne peuvent être localisés avec précision

SSP3880893 GARAGE DES HAUTS CHENETS BASIAS 41 rue Sainte Radegonde SAINT GERMAIN EN LAYE	SSP3880887 PRESSING 5 à SEC BASIAS 38 rue Poissy de SAINT GERMAIN EN LAYE
SSP3880174 DESMARAIS FRERES (SOCIETE) BASIAS rue Léon Désoyer (RN190 de Mantes à Paris) SAINT GERMAIN EN LAYE	SSP3880894 GARAGE SEME BASIAS 7 Chemin Vieille Butte de la SAINT GERMAIN EN LAYE
SSP3880895 LAVERIE LAVECLAIR BASIAS 22 rue Vieil Abreuvoir du SAINT GERMAIN EN LAYE	SSP3880896 LAVERIE LAV'SEUL BASIAS 43 rue André Bonnenfant SAINT GERMAIN EN LAYE
SSP3880885 BERGEON-BURET (S.A.R.L. NOUVELLE) BASIAS Cité grand Cormier du SAINT GERMAIN EN LAYE	SSP3880891 CYCLES PEUGEOT, ARCHAMBAUD BASIAS 103 rue Pontel du SAINT GERMAIN EN LAYE

9/12

Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Scannez et téléchargez votre rapport



Rapport

n° de rapport : 781802715
ERP : 9 sur 16
DDT : 27 sur 36



SSP3880892 ARCHAMBAUD (société) | BASIAS
19 rue Vieil Abreuvoir du SAINT GERMAIN EN LAYE

SSP3880886 SOLEIL (COULEUR) | BASIAS
77 rue Pologne de SAINT GERMAIN EN LAYE

SSP3880897 BLEU (ETABLISSEMENT LE) | BASIAS
6 bis rue Charles Rhone SAINT GERMAIN EN LAYE

SSP3880888 TEINTURERIE VICTORIA | BASIAS
27 rue Poissy de SAINT GERMAIN EN LAYE

SSP3880889 PRESSING (ALASKA PRESSING) | BASIAS
50 rue Paris de SAINT GERMAIN EN LAYE

SSP3880890 PRESSING ROYAL | BASIAS
9 rue Wauthier de SAINT GERMAIN EN LAYE

SSP4311611 CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POISSY SAINT
GERMAIN | GUNEnv
20 RUE ARMAGIS SAINT GERMAIN EN LAYE



Liste des sites BASOL (à moins de 500 mètres)

Base de données de pollution des SOL

SSP000030201 | SAINT GERMAIN PRESSING

188 mètres

La société Saint Germain Pressing a exploité un pressing sur ce site de 2005 à 2010. Des concentrations importantes de perchloroéthylène ont été mises en évidence dans l'air intérieur de la cave du pressing, du local commercial et de l'appartement du premier étage, ainsi que dans les terres. Des travaux de dépollution ont été réalisés par l'ADEME en 2011 (excavation des terres souillées et traitement de l'air). De nouveaux travaux ont été prescrits en 2014.



Liste des sites ICPE (à moins de 500 mètres)

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

50 RUE DE PARIS 78100 Saint-Germain-en-Laye

199 mètres

56 RUE DE PARIS 78100 Saint-Germain-en-Laye

216 mètres

SAINT GERMAIN PRESSING

Autres services personnels

PRESSING CONSTELLATION

Activités sportives, récréatives et de loisirs

georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006512768

georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006520521

10ter Rue de la Salle 78100 Saint-Germain-en-Laye

278 mètres

67-71, rue de Pologne 78100 Saint-Germain-en-Laye

387 mètres

SCPI IMMORENTE (ex SEGECE (LES GALERIES DE SAINT GERMAIN))

Activités immobilières

MONOPRIX

georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006511868

georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006511187

20 Rue Armagis 78100 Saint-Germain-en-Laye

471 mètres

HOPITAL ST GERMAIN EN LAYE

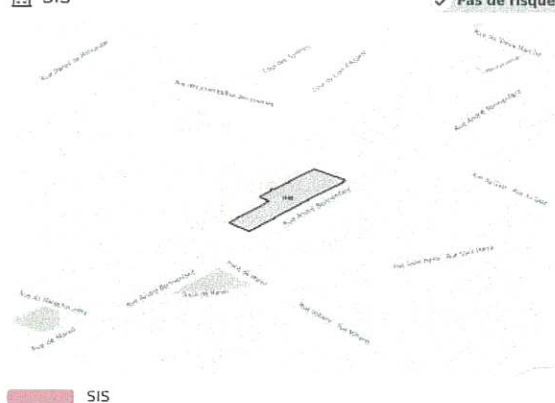
Action sociale sans hébergement

georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006503494



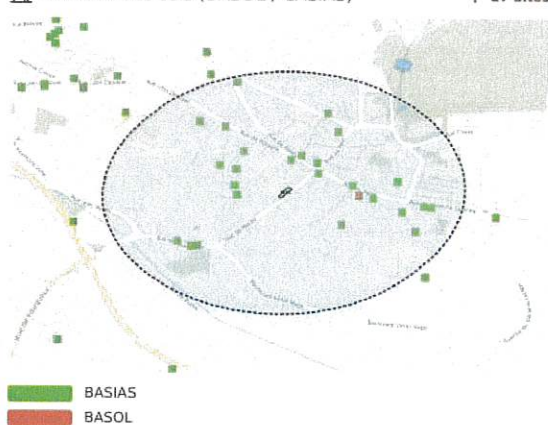
Cartographies des pollutions des sols

 SIS



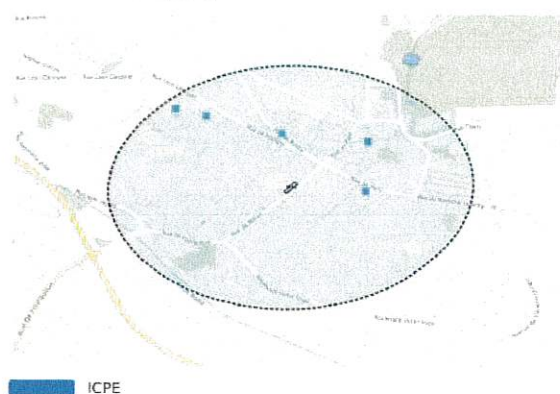
 Pollution des sols (BASOL / CASIAS)

! 27 Sites



 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

! 5 Sites





Déclaration de sinistres indemnisés

en application du IV de l'article L 125-5 du Code l'environnement | Ministère du Développement Durable

PREFECTURE

Yvelines

COMMUNE

ST GERMAIN EN LAYE

ADRESSE DE L'IMMEUBLE

34 Rue André Bonnenfant

78100 ST GERMAIN EN LAYE

Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe

Cochez les cases **OUI** ou **NON**

si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des événements

Arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophes au profit de la commune

CATASTROPHE NATURELLE	DÉBUT	FIN	ARRÊTE	JO DU	INDEMNISATION
Inondations et/ou Coulées de Boue	21/06/2021	22/06/2021	30/06/2021	02/07/2021	☐ OUI ☐ NON
	28/05/2016	05/06/2016	08/06/2016	09/06/2016	☐ OUI ☐ NON
	03/09/2011	04/09/2011	01/03/2012	07/03/2012	☐ OUI ☐ NON
	07/08/2006	07/08/2006	15/01/2007	25/01/2007	☐ OUI ☐ NON
	20/03/2001	22/03/2001	26/04/2002	05/05/2002	☐ OUI ☐ NON
Inondations Remontée Nappe	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	☐ OUI ☐ NON
	11/08/1986	11/08/1986	11/12/1986	09/01/1987	☐ OUI ☐ NON
	01/03/2001	31/03/2001	26/04/2002	05/05/2002	☐ OUI ☐ NON
Mouvement de Terrain	27/03/2001	27/03/2001	17/01/2003	24/01/2003	☐ OUI ☐ NON
	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	☐ OUI ☐ NON
	01/01/2024	31/12/2024	11/05/2026	14/05/2026	☐ OUI ☐ NON
	01/01/2023	31/12/2023	24/09/2024	19/10/2024	☐ OUI ☐ NON
	01/04/2022	30/06/2022	19/09/2023	20/10/2023	☐ OUI ☐ NON
	01/01/2021	01/12/2021	20/12/2022	30/12/2022	☐ OUI ☐ NON
	01/07/2020	30/09/2020	21/12/2021	14/01/2022	☐ OUI ☐ NON
	07/04/2019	31/12/2019	15/12/2020	23/12/2020	☐ OUI ☐ NON
	01/10/2018	31/12/2018	13/12/2019	19/12/2019	☐ OUI ☐ NON
	01/07/2010	30/09/2010	28/11/2011	01/12/2011	☐ OUI ☐ NON
Sécheresse	01/07/2004	30/09/2004	20/02/2008	22/02/2008	☐ OUI ☐ NON
	01/01/2004	31/03/2004	20/02/2008	22/02/2008	☐ OUI ☐ NON
	01/07/2003	30/09/2003	20/12/2005	31/12/2005	☐ OUI ☐ NON
	01/01/1992	30/11/1997	15/07/1998	29/07/1998	☐ OUI ☐ NON
	01/05/1989	31/12/1991	06/11/1992	18/11/1992	☐ OUI ☐ NON

15/09/2026

Nom et visa du vendeur

Etabli le

Visa de l'acquéreur

Cachet / Signature en cas de prestataire ou mandataire

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le site portail dédié à la prévention des risques majeurs : www.georisques.gouv.fr



Annexes réglementaires de ST GERMAIN EN LAYE

Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 : Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Scannez et téléchargez votre rapport



Rapport

n° de rapport : 781802715
ERP : 13 sur 16
DDT : 31 sur 36



Autres annexes en vigeurs

Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Scannez et téléchargez votre rapport



Rapport

n° de rapport : 791802715
ERP : 14 sur 16
DDT : 32 sur 36



Commune de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Informations sur les risques naturels et technologiques
pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° SIDPC/2021-025

du 22 / 06 / 2021

mis à jour le

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

oui ☒ non

PPRI Seine et Oise

date 30 juin 2007

aléa Inondation

Arrêté préfectoral

date 05 août 1986

aléa Mouvement de terrain

date

aléa

Les documents de référence sont :

DDRM

Consultable sur Internet ☒

PPRI Seine et Oise et arrêté préfectoral 05 août 1986

Consultable sur Internet ☒

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPRt]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

oui non ☒

date

effet

date

effet

date

effet

Les documents de référence sont :

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

4. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques miniers [PPRm]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR m

oui non ☒

date

effet

date

effet

5. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

Forte
zone 5

Moyenne
zone 4

Modérée
zone 3

Faible
zone 2

Très faible
zone 1 ☒

pièces jointes

5. Cartographie, remarques et observations

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

Pour le risque de pollution des sols, consulter le site de la DRIEAT, <http://www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/>

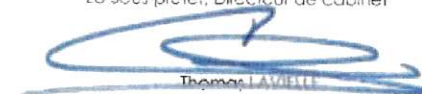
Cartographie des risques naturels prévisibles (ci-jointe)

6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »

Date de parution

Pour le Préfet,
Le Sous-préfet, Directeur de cabinet


Thomas LAVERGNE

Société

Scannez et téléchargez votre rapport

Rapport

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23



n° de rapport : 781802715
ERP : 15 sur 16
DDT : 33 sur 36





Certificat de compétences Diagnostic Immobilier



N° CPDI4634 Version 008

Je soussigné, Pierre-François TRILLAT, Responsable activités certifications d'I.Cert, atteste que :

Monsieur EPPE Alexandre

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 06), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante sans mention	
Date d'effet : 23/12/2022	Date d'expiration : 23/12/2029
Audit Énergétique	
Date d'effet : 07/03/2025	Date d'expiration : 23/02/2030
DPE individuel	
Date d'effet : 22/02/2023	Date d'expiration : 23/02/2030
Électricité	
Date d'effet : 24/12/2022	Date d'expiration : 23/12/2029
Gaz	
Date d'effet : 02/03/2023	Date d'expiration : 28/02/2030
Plomb	
Date d'effet : 29/12/2022	Date d'expiration : 28/12/2029
Termites	
Date d'effet : 29/12/2022	Date d'expiration : 28/12/2029

En fonction de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée en scannant le QR code ou à l'adresse suivante : <https://diagnostics.din.developpement-durable.gouv.fr/>
Valable à partir du 31/03/2026.

Pierre-François TRILLAT
Responsable activités certifications d'I.Cert

Le présent certificat est délivré en vertu du décret n° 2019-1234 du 10 septembre 2019 relatif aux certifications des personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :
Le présent certificat est délivré en vertu du décret n° 2019-1234 du 10 septembre 2019 relatif aux certifications des personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :
Le présent certificat est délivré en vertu du décret n° 2019-1234 du 10 septembre 2019 relatif aux certifications des personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

I.Cert
Certification de personnes
Diagnostic Immobilier
Portée disponible sur www.icert.fr



I.Cert – Immeuble Pentagone 2 – 6 rue d'Orléans
33760 Saint-Géréme

CPE DI DR 11 rev23

Société

SERVICE ALEXANDRE EPPE
10 RUE WAUTHIER - 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Tel : 06 79 63 74 17 | Mail : alexandre.eppe@bc2e.com
Web : www.bc2e.com
Siret : 798 694 964 000 23

Rapport

n° de rapport : 731802715
DDT : 36 sur 36